



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

20/01/2025

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 210 du 20 janvier 2025

ARKEMA : ARRÊT TOTAL DE L'USINE, DES CONSÉQUENCES POTENTIELLES POUR L'INDUSTRIE SPATIALE ET NUCLÉAIRE !

Les salariés de la partie sud du site, en grève depuis le 4 décembre, vont être rejoints par ceux du nord à compter de lundi. La décision d'arrêter totalement l'usine à partir du lundi 13 janvier dès 8 heures, motivée par l'absence de garanties sur la pérennité du site, a été prise à l'issue d'une assemblée générale des salariés.

À Arkema Jarrie, la colère gronde un peu plus chaque jour. Alors même que le mouvement de grève, initié le 4 décembre dernier par les salariés de la partie sud du site se poursuit, la mobilisation va franchir un palier supplémentaire à partir de ce lundi 13 janvier où c'est la totalité de l'usine (avec ses différentes unités) qui devrait être à l'arrêt.

À l'issue d'une assemblée générale...

À l'issue d'une assemblée générale convoquée par l'intersyndicale CGT, CFDT et CFE-CGC vendredi 10 janvier, depuis le piquet de grève installé à l'entrée ouest de la plateforme, les salariés, au nombre de 340 au total, ont en effet voté la mise à l'arrêt général de l'usine. À compter de ce 13 janvier, les postes dédiés à la fabrication comme au chargement ne seront pas assurés.

C'est maintenant qu'il faut agir !

Il nous faut agir avant qu'il ne soit trop tard. Depuis des semaines, nous posons des questions qui restent sans réponse. La sécurisation du nord ? On ne sait rien. Pourquoi Arkema ne prend pas le sel de Vencorex alors que c'est possible depuis la fin de l'année ? On ne sait pas non plus. Attendre comme des moutons, ça n'a jamais servi personne. C'est maintenant qu'il faut agir. Et si nous voulons être en mesure de négocier un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) digne de ce nom, il va falloir y aller et ne pas attendre que le couperet tombe sans réagir, a notamment lancé Stéphane Vine, élu CGT et secrétaire du CSE, en direction des salariés.

On sait que l'on peut mettre à mal plusieurs clients, à l'image de la fusée Ariane !

Derrière ce durcissement de la contestation, l'absence, selon l'intersyndicale, de « garanties » données par Arkema sur « la pérennité du site » sur les seules activités du nord, en écho au plan de réorganisation annoncé ces dernières semaines qui prévoit une fermeture du sud de la plateforme (où travaillent quelque 140 salariés) et un recentrage sur le nord donc, axé sur les productions de chlorate, perchlorate et eau oxygénée. Avec ce mouvement, l'intersyndicale veut frapper fort et « assécher » les clients et partenaires. Avec un impact, si le mouvement devait durer, qui ne serait pas neutre. « On sait que l'on peut mettre à mal plusieurs clients, à l'image de la fusée Ariane, dont nous fabriquons le carburant. »

Mais il y a aussi le nucléaire civil, lié au voisin Framatome, ou encore la défense militaire (avec le perchlorate utilisé comme propulseur de missiles).

Les salariés de l'usine Arkema de Jarrie, en Isère, ont voté l'arrêt général de l'usine à partir de 8 heures ce lundi 13 janvier. Alors qu'une partie des salariés de la plateforme est en grève depuis plus d'un mois, le mouvement va prendre de l'ampleur pour demander des réponses à la direction du groupe chimique.

"Il y a des enjeux stratégiques sur la plateforme et donc, des productions qui sont en interdépendance. Au vu de la suppression de toute la partie sud, nous ne sommes pas tranquilles", abonde Eric Pra. Cette crise qui touche Arkema et Vencorex, en redressement judiciaire, fait planer le risque d'un effet domino dans tout le secteur de la chimie qui emploie plus de 6.000 salariés dans le sud de l'agglomération grenobloise.

PPG / GENLIS (CÔTES-D'OR) : LE GROUPE AMÉRICAIN A DÉCIDÉ DE FERMER BRUTALEMENT

L'ENTREPRISE SEIGNEURIE/PPG !

La fermeture est annoncée pour début 2026. Les négociations du "Plan de Sauvegarde de l'Emploi" se passent mal car le groupe engage des négociations au minimum légal alors que celui-ci génère des millions d'euros de bénéfices. Précisons que le site de Genlis est très bien placé sur cette question de productivité et coûts. Il génère **comme les autres sites des bénéfices en millions d'euros**. Pourquoi ce choix de la direction et cette précipitation dans cette nouvelle séquence de transition de gouvernement qui n'a pas encore officiellement fait connaître ses positions en matière de politique industrielle de même que dans le cadre de l'aménagement du territoire et de l'emploi ? Faut-il en déduire que le capital est totalement libre de décider de s'organiser pour garantir et augmenter ses profits en dehors de toutes contraintes et d'où qu'elles viennent. Les collectivités locales, la vie locale, les salarié-es, les commerçants comme l'ensemble du tissu social sont vite oublié-es dans la mise en œuvre de cette politique de l'offre. Depuis le début de semaine les salarié-es de la Seigneurie/PPG Genlis sont en grève reconductible, avec un piquet de grève jour et nuit pour demander l'aboutissement de leurs revendications. La fermeture de ce site est un non-sens économique et le groupe ne donne aucune démonstration valable pour **la fermeture de Genlis mis à part plus de rentabilité pour ses actionnaires**.

ACNA (ROISSY CHARLES DE GAULLE) : LES SALARIÉ-ES EN GRÈVE !

Les salarié-es de d'Acna sont en grève sur la plateforme aéroportuaire de Roissy CDG. Filiale de l'entreprise Servair, Acna assure le nettoyage et l'armement des cabines avion. En 2018, les salarié-es, mis par leur direction face à un déficit très inquiétant de 12 millions d'euros, avaient accepté un accord de performance collective (APC) afin de permettre d'assainir les finances de l'entreprise. Cet accord s'est traduit, **côté salariés, par environ 17 jours de travail gratuit par an et par personne entre autre**. Près de 7 ans plus tard, rien n'a changé, la direction reste opaque sur la gestion de l'entreprise, ce qui a amené les organisations syndicales dont la CGT, soutenues par les salarié-es, à dénoncer l'accord APC. Après plusieurs réunions infructueuses avec la direction d'Acna, les salarié-es ont tenté de se mettre en grève au mois de décembre 2024. Près de 150 d'entre elles et d'entre eux ont reçu par courrier recommandé des menaces de licenciement s'ils usaient de ce droit, pourtant garanti par la Constitution française. Aujourd'hui plus rien ne va à l'Acna, et les salarié-es ne reculeront pas devant leur direction. Ils revendiquent :

La récupération de leur week-end prolongé (1 week-end prolongé toute les 3 semaines)

Une expertise indépendante sur leurs conditions de travail

La fin de toutes les tentatives de répression syndicales

Un suivi et des dispositifs contre les risques psycho-sociaux que la direction a crée chez ses propres salarié-es.

GENERAL ELECTRIC : LE PLAN DE SAUVEGARDE SIGNÉ MARDI 14 JANVIER !

Les négociations entre direction et syndicats des deux sites, Montoir-de-Bretagne et Saint-Herblain, se sont déroulées jeudi 9 janvier. Pour Montoir, **29 postes des 140 supprimés seraient sauvés**.

À Montoir-de-Bretagne, l'usine General Electric où sont assemblées les nacelles d'éoliennes offshore compte 398 salariés. Des 140 postes que la direction comptait supprimer dans les fonctions-supports (logistique, qualité, ressources humaines, administration...), les négociations qui se sont tenues jeudi 9 janvier ont porté à **111 le nombre de licenciements** : 29 postes ont été sauvés. La CGT, majoritaire à Montoir, ne se satisfait pas de ce résultat. « **La direction annonce 29 postes sauvés si l'on signe le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)**. »

« **Acceptable** » pour la CFE CGC à Saint-Herblain !

Le PSE doit être signé mardi 14 janvier, « **une échéance un peu courte** » aux yeux de Malwen Salaün, délégué CFE-CGC. Le syndicat donne un avis « *globalement positif* » sur ces négociations, surtout sur le volet social et les indemnités. À Saint-Herblain, la CFE CGC, seul syndicat en présence, « *a trouvé un accord avec la direction* », jeudi 9 janvier, indique Cyrille Gohier, le délégué syndical. **189 postes seront supprimés, contre 221 prévus au départ** : « *On aurait préféré gagner encore plus d'emplois, soupire le syndicaliste. Mais l'accord nous semble acceptable.* »

EUROPHANE / LES ANDELIS (EURE) : LA DIRECTION RENVOIE LES 85 SALARIÉS CHEZ EUX AVANT DE LES LICENCIER !

Avant même de recevoir leur lettre de licenciement, les 85 salariés d'Europhane ont été priés de rester chez eux. L'usine des Andelys (Eure) a fermé ses portes jeudi 9 janvier.

Jusqu'au bout, la direction de l'entreprise ZG Europhane aux Andelys (Eure) aura traité ses salariés avec mépris, sans une once d'humanité.

Au cours de la matinée du jeudi 9 janvier 2025, les 85 personnes licenciées ont appris avec stupéfaction que c'était leur dernier jour.

La direction a en effet décidé de fermer, le soir venu, l'atelier de production spécialisé dans la fabrication d'éclairages publics.

En congé d'activité jusqu'à la fin janvier !

Un nouveau coup de massue pour les salariés, qui racontent comment l'histoire d'Europhane a brutalement pris fin.

« Nous avons eu une réunion à 9 h 30 au cours de laquelle ils nous ont annoncé qu'ils nous mettaient en congé d'activité jusqu'à la fin du mois de janvier. De but en blanc on n'a pas le temps de faire ouf. On passe notre temps à subir leurs décisions. Nous ne reviendrons que pour aller chercher notre notification de licenciement. Ils n'avaient pas d'argent pour nous donner une supra-légale à 700 euros mais ils sont capables de nous payer pour rester chez nous. »

Ils ont tout fait pour détruire les gens et qu'il n'y ait pas de productivité !

Depuis l'annonce du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) consécutif à la fermeture de l'usine située route de Paix (RD 1), les ouvriers ont vraiment l'impression d'être traités *« comme des moins que rien »*.

À chaque fois, ils nous mettent devant le fait accompli !

Ils ont fait un cocktail de tout ce qui était de plus mauvais dans les précédents PSE pour nous l'appliquer aujourd'hui. Ils sont fidèles à leur ligne de conduite qui consiste à prioriser les chiffres et non les humains. Ils avaient moyen de faire autrement en nous accordant une supra-légale correcte et que l'on continue à travailler jusqu'au bout. C'est ce que l'on voulait. Ils ont tout fait pour détruire les gens pour qu'il n'y ait pas de productivité et aujourd'hui ils nous disent vu que vous ne produisez pas, restez chez vous.

ENEDIS À MUSSIDAN (DORDOGNE): LA DIRECTION ABANDONNE LE PROJET DE FERMETURE DE SON SITE DE MUSSIDAN !

Enedis renonce à fermer un de ses sites en Dordogne : une *"victoire pour les usagers"* déclare la CGT

Le syndicat CGT Energies milite depuis des mois pour le maintien du site Enedis de Mussidan, en fin de bail et menacé de fermeture. L'entreprise a décidé mardi 7 janvier de ne pas fermer le site, alors qu'Enedis s'apprête à investir 60 millions d'euros en cinq ans sur les lignes en Dordogne.

La banderole de la CGT Energies-24 au sommet du bâtiment d'Enedis dit encore : *"Non à la fermeture du site Enedis de Mussidan, oui au maintien du service public"*. Le syndicat s'est démené depuis des mois, à coups de tracts distribués sur le marché, de pétitions, et de rencontres avec les élus et le préfet. Le combat a été un succès. **Le site ne fermera pas.** La décision a été prise mardi 7 janvier par la direction d'Enedis.

Le bail des locaux de l'entreprise d'électricité était arrivé à échéance, et Enedis semblait résolu à ne pas le renouveler et à fermer le site. **Enedis voulait rapatrier les 11 agents de Mussidan sur Périgueux, Libourne ou Bergerac**, ses autres sites du secteur. Mais Enedis veut désormais maintenir le site, pour intervenir plus vite en cas de coupure de courant, et parce qu'elle investit en Dordogne, avec **60 millions d'euros sur les cinq prochaines années** pour rénover les lignes électriques du département.

"30 à 50 minutes de plus" pour intervenir !

Le syndicaliste CGT Laurent Lucas se félicite de l'abandon du projet : *"On aurait créé un désert pour les interventions sur tout l'ouest du département. Cela aurait fait 30 à 50 minutes de plus d'attente pour les usagers pour le retour du courant en cas de panne."* Et dans une zone d'intervention qui part du pays Foyen jusqu'à la Double et le Ribéracois, il y a du travail pour réparer les lignes endommagées à chaque tempête.

"C'est important parce qu'à la campagne, aujourd'hui on doit aller de plus en plus loin pour avoir quelque chose. Si on lâche sur un service public, tout le monde va s'engouffrer dans la brèche et dans 5 ans on est morts".

USINE NOVARES À OSTWALD (BAS-RHIN) : LE PLAN SOCIAL VALIDÉ !

L'usine d'Ostwald de l'équipementier automobile français Novares (Vélizy-Villacoublay) fermera bien ses portes courant 2025 comme annoncé par la direction en septembre dernier.

Mardi 7 janvier, lors d'une réunion de son conseil social et économique central, les syndicats FO et CFDT ont signé le plan social qui a été âprement négocié cet automne avec la direction.

Cet accord tacite passe par le versement d'une indemnité supra légale de 2.200 € par année d'ancienneté lors du départ, selon le délégué Force Ouvrière Bachir Himmi.

Ce plan prévoit le licenciement des **122 salariés qui vont perdre leur emploi** après la fermeture du site d'Ostwald, dans lequel étaient fabriqués des habitacles, des garnitures de portes et de coffre. L'intersyndicale a aussi obtenu un congé de reclassement pouvant aller jusqu'à 12 mois pour les salariés, avec un maintien de la rémunération à 80%. Un budget de formation de 10.000 €, et de création d'entreprise de 15.000 € seront

également disponibles pour les salariés licenciés. **La fermeture totale est prévue au mois de juin 2025.** Les premiers départs auront lieu à la fin du mois février.

LORIENT (MORBIHAN) : DES SALARIÉS DE LA FONDERIE DE BRETAGNE SONT VENUS SOUTENIR CEUX DE L'HÔPITAL !

Sono et barnum, le mouvement de grève organisé par la CGT du Groupe hospitalier de Bretagne (Sud) avait des allures inhabituelles, mardi 14 janvier 2025, à 14 h. Et pour cause, les fondeurs de la Fonderie de Bretagne (FDB), actuellement en lutte pour la survie de leur entreprise, étaient venus en soutien, avec leur matériel, pour dire « **non aux massacres de notre hôpital, non à la désorganisation des services, non aux suppressions de postes** », entre autres revendications mises en avant sur le tract de la CGT du GHBS.

Convergence !

Une trentaine de fondeurs avaient fait le déplacement. Comment justifier cette convergence des luttes ? « **Avec le GHBS, on partage les mêmes valeurs. On est des compagnons de lutte** », affirme Maël Le Goff, secrétaire général de la CGT FDB. « **Sans entreprise, il n'y a pas d'économie, et sans économie, pas de service public** », résume Ludovic Benabès, de la CGT du GHBS.

CARREFOUR : POURSUITE DE LA POLITIQUE DE DIVISION ET DE DESTRUCTION SOCIALES !

Dans la continuité de ses pratiques économiques et sociales dévastatrices pour les travailleurs de l'enseigne, Carrefour annonce une nouvelle vague de 39 magasins cédés en location gérance, **se débarrassant ainsi de 4.286 salariés.**

Cette politique, que mène M. Bompard tambour battant, n'a d'autre objectif que de maintenir ses profits personnels et celui de ses pairs actionnaires en transférant la responsabilité sociale à des pseudo indépendants pour lesquels les frais de personnel constituent la première coupe budgétaire. La fédération n'a eu de cesse de dénoncer auprès des pouvoirs publics ces pratiques socialement assassines et destructrices pour la classe travailleuse. Les conséquences sont à chaque fois prévisibles et avérées : les conditions de travail se dégradent, les effectifs se réduisent et les conquits sociaux sont anéantis.

Combien de vies et de familles sacrifiées avant que les gouvernants ne réagissent ? La croissance économique passe incontestablement par des travailleurs bien rémunérés et bien traités et non par un accroissement des profits et des dividendes qui plus est, échappent la plupart du temps à toute fiscalisation ou solidarité nationale.

Nous devons en finir avec ces modèles économiques de division, et la fédération portera son projet de loi pour les combattre et exiger une autre vision sociétale basée sur une société économiquement et socialement juste ainsi qu'un reversement des richesses aux travailleurs qui les produisent. Pour dénoncer ces pratiques et en finir avec, pour imposer notre projet de loi, la fédération appelle tous les travailleurs de carrefour, du commerce et des services à se mobiliser massivement dans les entreprises et à se mettre en grève, et à rejoindre les mouvements des **22 et 29 janvier prochains, respectivement à Bercy et au Carrefour de Givors.**

CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE : LIBÉRATION IMMÉDIATE DE KAMEL !

Une nouvelle fois, un membre de la direction nationale de la CGT, Kamel Brahmi secrétaire général de l'Union Départementale de Seine St Denis a été arrêté. Lundi 13 janvier, lors de la mobilisation pour la réouverture de la Clinique Vauban (93). Une réunion avait lieu à la mairie, où une nouvelle fois la CGT n'était pas invitée, alors qu'elle porte un projet concret de reprise d'activités de la chirurgie, de la maternité et des consultations non programmées avec un pôle d'excellence sous l'égide de l'hôpital public le GHT Montfermeil/Ballanger. Lors de cette manifestation, Kamel a été brutalement interpellé par la police municipale et retenu au commissariat de Livry Gargan.

Immédiatement, un rassemblement a eu lieu pour demander sa libération, 95 avenue Aristide Briand 93190 à Livry Gargan. Ces pratiques sont intolérables, particulièrement lors d'une action de défense de notre système de santé et de l'accès aux soins de qualité pour toutes et tous. L'URIF CGT continuera à combattre toutes formes de répressions syndicales, toutes formes de violences, qu'elles soient policières ou judiciaires, et à ce titre exige la libération immédiate de Kamel.

CHLORDÉCONE : LES RAVAGES CONTINUENT !

Jusque dans les années 1990, l'usage du pesticide était répandu dans les bananeraies antillaises alors qu'il était interdit depuis 1975 aux États-Unis. **Plus de 90% de la population adulte en Guadeloupe et Martinique sont contaminés**, selon Santé publique France. Les populations présentent un taux d'incidence du cancer de la prostate parmi les plus élevés au monde.

En Guadeloupe, des ouvriers agricoles ont demandé réparation après des **décennies d'empoisonnement** dans les champs de bananes. Dans le sud-ouest de la Guadeloupe, dans la commune de Capesterre-Belle-Eau, le berceau historique de la production de la banane sur l'île, Elin Jaffard, 58 ans, a fait pousser la banane dans la plantation de Blondinière de 1988 à 2018. Et régulièrement, pour exterminer les charançons notamment, lui et ses camarades répandaient à mains nues et sans aucune protection les pesticides dont le curlone-chlordécone.

"C'était sous forme de poudre et de grains, comme le café moulu, se souvient-il. J'ai utilisé le Round up, le Fusillade, le Régent..., énumère Elin, tous les plus dangereux. On commençait le matin, on finissait vers midi. on n'était pas informés. On ne savait pas".

Elin se souvient aussi du petit Cessna, l'avion qui, dans le ciel, prenait le relais des ouvriers en arrosant les champs au chlordécone tandis que lui et ses camarades cassaient la croûte sur la parcelle d'à côté en respirant, se souvient Elin, les pesticides à plein nez. "Ça m'est arrivé trois fois de tomber à cause de ces produits. On ne pouvait pas supporter l'odeur donc on commençait à vomir", poursuit Elin.

Taux record mondial de cancer de la prostate !

Elin a littéralement vu sa famille décimée. Trois de ses frères travaillaient dans la plantation. Il y a 15 ans, **le premier est mort d'un cancer de l'estomac, le second d'un cancer du pancréas, le dernier a, comme lui, développé une tumeur de la prostate.** Elin en a subi l'ablation en 2019, une longue cicatrice sur le ventre en témoigne. L'homme est physiquement cassé, il ne voit presque plus. Il vient de toucher, en octobre ses premières indemnités, deux ans après la reconnaissance de sa maladie : **autour de 1 500 euros par trimestre. Il avait déposé son dossier début 2022.**

Depuis 2020 en effet, les anciens ouvriers de la banane malades ont le droit d'être indemnisés, sous conditions. Mais ils sont peu nombreux à entreprendre les démarches auprès du Fonds des victimes de pesticides. En quatre ans, **seuls 200 dossiers ont été reçus**, a communiqué la direction générale de la santé. **84 en Guadeloupe, 114 en Martinique.** Une goutte d'eau rapportée au nombre potentiel de malades dans cette région qui détient le taux record mondial de cancer de la prostate. Aujourd'hui, **154 ouvriers ont vu leurs dossiers validés.** Chaque trimestre, ils touchent en moyenne 2 616 euros. Mais certains attendent toujours l'argent.

En Guadeloupe, la CGT informe et aide les ouvriers à monter leurs dossiers. Pour eux, les pouvoirs publics ne font pas assez pour faire connaître et indemniser. Ils se reposent exclusivement sur des associations comme Phyto-victimes qui vient d'ouvrir une antenne en Guadeloupe. Mais l'association ne peut pas tout, explique Claire Bourasseau, l'une des responsables. "Aujourd'hui, la loi ne permet pas de réparation autre que pour les travailleurs qui ont été exposés aux pesticides et les enfants qui ont été exposés in-utero via une exposition professionnelle de leurs parents. Aujourd'hui les indemnisations pour les maladies professionnelles de manière globale sont totalement insuffisantes. On le dénonce depuis des années. À aucun moment on a dit qu'on était là pour réparer le scandale du chlordécone. Je fais avec les moyens qu'on me donne et avec les moyens que j'ai mais je ne peux pas faire de miracle".

Au début de l'année, l'État a reconnu sa responsabilité dans ce scandale sanitaire via une loi qui, après l'Assemblée, attend d'être votée par le Sénat. Dans la ligne de mire de ce texte, l'indemnisation de tous les Antillais directement victimes du chlordécone, via la pollution des sols, de l'eau, des aliments... **Selon les études, plus de neuf Antillais sur 10** sont porteurs du pesticide.

FACE A LA CASSE INDUSTRIELLE : MOBILISONS-NOUS LE 22 JANVIER DEVANT BERCY !

Depuis quelques mois, nous sommes confrontés à une vague de plans de suppressions d'emplois, de licenciements et une casse industrielle d'une ampleur sans précédent. À ce jour, on recense plus de 300 PSE et plus de 300 000 emplois menacés dans les filières industrielles et particulièrement dans l'Automobile et la Sidérurgie.

Des milliers d'emplois et de nombreux sites sont directement concernés : ARCELORMITTAL, DUMAREZ, INEOS, MAHLE BEHR, WALOR, SCHAEFFLER, STELLANTIS, RENAULT, GMD, FAURECIA, VALEO, FONDERIE DE BRETAGNE, Z.F, THYSSENKRUP, etc...

Pourtant, depuis des années, la CGT alerte les pouvoirs publics et les gouvernements en place, pour dénoncer les stratégies de désindustrialisation et de casse sociale que mènent les donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants. Face à cette désindustrialisation, des résistances s'organisent et des luttes se développent pour s'opposer et proposer une stratégie industrielle qui réponde aux besoins sociaux et aux défis environnementaux. En effet, nous sommes engagés dans un bras de fer qui va s'accroître au vu de la crise du capital au niveau mondial. Il est donc nécessaire d'intensifier notre travail d'explication et d'information, en donnant aux salariés les éléments de notre analyse et nos propositions pour gagner un véritable ancrage des luttes dans l'entreprise et la convergence nécessaire pour les gagner.

La FTM-CGT exige l'adoption du projet de loi des GM&S sur la responsabilité sociale des donneurs d'ordres vis-à-vis de leurs sous-traitants. Ces donneurs d'ordres doivent être tenus responsables des pratiques envers leurs sous-traitants, afin de protéger les emplois, les qualifications, les savoirs faire et les sites industriels.

La FTM-CGT réclame également l'arrêt de la politique des "aides publiques" qui ne servent qu'à licencier : il est inacceptable que des ressources publiques soient utilisées pour soutenir des entreprises qui, en contrepartie, ferment des sites, licencient des travailleuses et travailleurs ou enrichissent uniquement leurs actionnaires. Le "**nouveau**" gouvernement doit répondre aux urgences sociales et orienter ses décisions politiques vers la protection des travailleurs et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

La FTM-CGT appelle l'ensemble des syndiqués et salariés, à se **mobiliser massivement le 22 Janvier**, à Bercy ou devant les entreprises en lutte dans les territoires, pour défendre les emplois, les industries, face aux attaques sans précédent du patronat et du gouvernement à son service.

"C'EST UN STRESS QUOTIDIEN" : QUAND LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE AFFECTE LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE DES ÉTUDIANTS !

Un étudiant sur deux déclare qu'il lui arrive de limiter, voire de renoncer à de la nourriture. Ils sont aussi 46% à avoir déjà fait l'impasse sur des repas par manque d'argent.

La file s'étire sur une trentaine de mètres. Les cabas vides attendent les provisions. Dans le 18^e arrondissement de Paris, une centaine de jeunes, parmi lesquels se trouvent beaucoup d'étudiants, patientent dans le froid avant de récupérer de quoi remplir leur réfrigérateur pour quelques jours.

Pour Léa Jules-Clément, secrétaire générale de l'Union étudiante, la pauvreté "a indéniablement un impact sur les révisions, car ces étudiants pensent à comment s'alimenter en plus de plancher sur les examens".

Un appel à investir dans les Crous !

Le projet de budget 2025 débattu par le gouvernement de Michel Barnier s'était vu ajouter un amendement pour étendre à **tous les étudiants le repas à un euro dans les Crous**, qui ne concerne pour l'heure que les boursiers. Rien ne dit que cette mesure sera conservée dans le projet de loi de finances que doit présenter le gouvernement de François Bayrou. "Tout ce qui permet d'avoir une alimentation équilibrée à moindre coût est important", défend Muriel Prudhomme, directrice du service de santé étudiante de Paris-Cité, la Sorbonne et Paris 1.

Outre le retour de coup de pouce financier, les étudiants et spécialistes interrogés plaident pour des repas universitaires de qualité et mieux répartis sur le territoire. "Au Crous, les repas sont souvent médiocres en goût et en variété. Il m'est aussi déjà arrivé de devoir manger de la viande, car il n'y avait plus de repas végétarien", déplore Raphaël. "Il y a beaucoup d'attente et si on n'arrive pas très tôt, on est obligés de se rabattre sur un sandwich", ajoute Laura.

Muriel Prudhomme relève que plusieurs restaurants universitaires ont dû fermer leurs portes lors des dernières années, "ce qui a augmenté la pression sur ceux qui sont restés ouverts". Une enquête du média d'investigation StreetPress, publiée en octobre 2022, en faisait le constat.

Pour l'Union étudiante, il y a aussi urgence à rouvrir les Crous le soir, afin de permettre l'accès à deux repas complets. A Rennes, sur les huit restaurants universitaires de la ville, seuls trois proposent des repas le soir. Dans le but de faire sortir les jeunes de la précarité, et donc d'améliorer le contenu de leur assiette, la fédération de syndicats étudiants plaide, a minima, pour l'augmentation des bourses, ainsi que leur versement **sur douze mois au lieu de dix**. Comme l'Unef et la Fage, elle espère voir éclore, à terme, **un revenu universel d'autonomie**.

MONDE

BELGIQUE : LES TRANSPORTS FORTEMENT PERTURBÉS EN RAISON D'UNE GRÈVE NATIONALE POUR LES RETRAITES !

Les syndicats du pays dénoncent les projets de coupes budgétaires dans les retraites de la coalition gouvernementale au pouvoir.

Des dizaines de vols annulés, deux trains sur trois supprimés... Les transports fonctionnaient au ralenti lundi 13 janvier en Belgique en raison d'une journée de grève nationale. Les trois grands syndicats de Belgique, FGTB, CSC et CGSLB, ont appelé à une journée d'action pour dénoncer les projets de la coalition gouvernementale encore en négociation au niveau fédéral, qui est selon eux déterminée à "s'attaquer" aux retraites.

Une manifestation est ainsi prévue dans la matinée à Bruxelles. A l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, le premier du pays, 40% des vols prévus sont annulés, a précisé une porte-parole de la société exploitante, Brussels Airport, à l'AFP. A Charleroi, deuxième aéroport du pays et premier hub de Ryanair sur le continent européen, "des retards importants sont à prévoir et des annulations ne sont pas exclues", selon l'exploitant.

Sur le réseau ferroviaire, seul un train sur trois reliant les grandes villes était en circulation, tandis que les transports urbains ou interurbains des régions de Bruxelles et de Wallonie étaient aussi très perturbés. Le monde enseignant est également mobilisé, notamment en Flandre, car les entités fédérées qui ont compétence sur l'enseignement prévoient également de réduire le montant des retraites, selon les syndicats.

ALLEMAGNE : VOLKSWAGEN, LE "DIALOGUE SOCIAL" SE MAINTIENT MALGRÉ LA CRISE !

Chez le premier constructeur européen, un plan social historique prévoyant la suppression de 35 000 emplois a été négocié entre direction et syndicat. Si les licenciements secs et les fermetures d'usines sont évités, **les concessions sont monumentales**.

Carsten Büchling a terminé l'année 2024 par un des plus gros soulagements de sa carrière. Le syndicaliste d'IG Metall, chef du comité des salariés de l'usine de composants Volkswagen (VW) de Baunatal (16 000 salariés), près de Kassel (Hesse), a pu annoncer à ses collègues la fin du conflit au sein du groupe. La direction du constructeur avait brisé un tabou, début septembre 2024, en suspendant la garantie sur les emplois en vigueur depuis trente ans, et en menaçant de fermer des sites de production. Un choc pour les salariés. *« L'accord a marqué la fin de trois mois d'incertitude intense. Les derniers jours de négociation avant les congés de fin d'année, auxquels j'ai participé, ont été un marathon. Nous avons obtenu de la direction les garanties que nous souhaitions : ni licenciements secs ni fermetures d'usines »*, raconte le syndicaliste.

Les concessions restent monumentales : le 20 décembre 2024, la marque Volkswagen, cœur du groupe VW, s'est entendue avec IG Metall sur la suppression, d'ici à 2030, de 35 000 emplois, soit près d'un tiers des effectifs du constructeur outre-Rhin, dans un contexte de baisse durable des ventes de voitures en Europe.

L'accord prévoit que **les réductions d'effectifs s'étendent sur une période de cinq ans**, sur la base de départs volontaires avec indemnités, ou de retraites anticipées. Une nouvelle garantie sur les emplois court jusqu'en 2030. En échange, les capacités de production seront réduites de **730 000 véhicules par an**. Wolfsburg, la plus grosse usine automobile du monde, est divisée par deux. Son modèle iconique, **la Golf, sera produit au Mexique**. *« Cet accord permet une réduction durable des coûts de plus de 15 milliards d'euros par an à moyen terme »*.

Possible de trouver un compromis !!!

Malgré l'ampleur historique de ce plan social, **il n'y aura aucune grève dure chez VW**. *« Je pense que nous montrons que nous sommes capables de flexibilité pour faire face à la crise. Nous avons contré toute tentative de monter un site contre un autre, nous sommes restés solidaires. La force de négociation du syndicat en sort renforcée*, estime-t-il.

Evidemment, c'est douloureux pour les salariés, qui renoncent à toute augmentation de salaire ces deux prochaines années. *Mais c'était la solution que le syndicat a proposée pour éviter les licenciements secs.* » Dans la foulée, **4 000 cadres ont accepté de renoncer à leur bonus**. Et le directoire a changé les règles de calcul de ses rémunérations, afin de participer également au financement.

L'accord envoie un signe dans tout le pays que la codécision n'est pas une méthode réservée aux années fastes : même dans la crise, **il est possible de trouver des compromis**. Pour autant, il ne suffira pas de baisser les coûts pour retrouver le succès. *« Le modèle économique de l'Allemagne doit être ajusté. Notre industrie a longtemps vécu du fait que nous développions et produisions ici d'excellents produits pour les exporter dans le monde entier. Aujourd'hui, nous observons des bouleversements géopolitiques et du protectionnisme, ainsi que des réglementations techniques qui divergent fortement d'un pays à l'autre. »* Le « made in Germany » ainsi fragilisé, le modèle social lié à l'industrie est-il menacé ?

« Le maintien de la solidarité et du dialogue est une grande force. Nous n'avons jamais perdu l'espoir qu'un accord serait trouvé », souligne M. Büchling. Difficile, cependant, de nier que l'Allemagne subit une désindustrialisation, **même si les pertes de volumes n'ont pas conduit à une baisse de valeur ajoutée** : la part de l'industrie dans le PIB se maintient à 20,4 % en 2023.

Le nombre de demandeurs d'emplois pourrait atteindre les 3 millions en Allemagne, chiffre le plus élevé depuis 2010.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement